



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE L'ORNE

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

Alençon, le 2 mars 2012

Unité territoriale de l'Orne
Cité Administrative – Place Bonet
CS 40020
61013 ALENCON CEDEX

Nos réf. : PG.2012.096

Affaire suivie par : Pascal GALLON

pascal.gallon@developpement-durable.gouv.fr

Tél. : 02.33.81.74.50 - Fax : 02 33 29 40 37

Courriel : uto.dreal-bnormandie@developpement-durable.gouv.fr

Rapport de l'inspection des installations classées

Objet : Proposition de prescriptions complémentaires en application de
l'article R.512-31 du Code de l'environnement.
Mise à jour de l'étude des dangers de l'établissement.

Etablissement : YSCO France SAS
53 avenue de la 2^{ème} DB
61200 ARGENTAN

Activité : Fabrication de crèmes glacées

1 – Présentation de l'établissement

La société YSCO appartient à une coopérative belge de fermiers, MILCOBEL, spécialisée dans la valorisation du lait, représentant un chiffre d'affaires de 55 millions d'euros et plus de 2000 salariés.

YSKO exploite depuis 2001 deux sites complètement mutualisés aujourd'hui, Langemark (en Belgique) et Argentan. Spécialisée dans la grande distribution, cette société fabrique uniquement des glaces et des sorbets. En croissance jusqu'en 2006, l'activité d'YSKO baisse depuis la vente de la marque Frigécrème à une société espagnole.

Le site d'Argentan, qui existe depuis les années 1960, s'étend sur 7 hectares en pleine ville d'Argentan. YSCO a investi plus de 20 millions d'euros sur le site depuis 2001. Elle transforme environ 5 millions de litres par mois l'hiver, 25 millions de litres par mois l'été et utilise plus de 450 recettes.

Depuis 2011, le stockage des produits finis est réalisé dans les entrepôts frigorifiques de REAL ESTATE à Argentan.

2– Mise à jour du dossier de l'établissement

Risque « ammoniac »

L'établissement d'Argentan utilise aujourd'hui environ 13 tonnes d'ammoniac pour ses installations de réfrigération, le seuil du régime d'autorisation au titre de la rubrique 1136 de la nomenclature étant de 1,5 tonne, celui de l'application de la directive dite « Seveso » étant de 50 tonnes (seuil bas). L'article 59 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 mai 1999, réglementant les installations de réfrigération à l'ammoniac, préconisait une distance d'isolement de 175 mètres pour toute implantation nouvelle d'habitation ou d'immeubles occupés par des tiers.

Depuis février 1995, date de la dernière mise à jour de l'étude des dangers de l'établissement d'Argentan, la connaissance des effets sur l'environnement, dus à la dispersion d'un nuage toxique en cas de fuite d'ammoniac, a été améliorée. De même, depuis cette date, la réglementation a fortement évolué. Les nouvelles études de dangers sont désormais élaborées en application de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005, relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation.

Il convient aujourd'hui de vérifier les différents scénarios d'accident susceptible d'être occasionné par les installations contenant de l'ammoniac, au regard des dispositions de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 susvisé, et les éventuelles zones d'effet associées.

Après analyse de ces documents, l'inspection des installations classées pourra proposer une mise à jour des prescriptions techniques de l'établissement. Elle pourra également porter à la connaissance du préfet les zones d'effet à prendre en compte dans les documents d'urbanisme de la ville d'Argentan.

Autres risques

Une analyse du risque foudre, réalisée sur le site le 14 décembre 2008, prévoit la réalisation de mesures complémentaires de protection contre la foudre. Par ailleurs, lors d'une visite d'inspection du 13 décembre 2011, les inspecteurs ont constaté l'absence de dispositifs sur les aires imperméabilisées, tels que des séparateurs d'hydrocarbures, permettant d'éviter toute pollution accidentelle du réseau de collecte des eaux pluviales.

La mise à jour de l'étude des dangers de l'établissement devra prendre en compte les éventuelles mises en conformité à réaliser en application de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010, relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

3 – Conclusion

En vue de faire le point sur les risques d'accident technologique présentés par YSCO France à Argentan, il apparaît nécessaire que l'exploitant mette à jour l'étude de dangers de son établissement.

En conséquence, l'inspection des installations classées propose aux membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques d'émettre un avis favorable à la signature du projet de prescriptions, joint au présent rapport, rédigé en application des dispositions de l'article R.512-31 du Code de l'environnement.

L'inspecteur des installations classées,
chef de l'unité territoriale



Pascal GALLON

